

L'hon. M. MacLean: Monsieur l'Orateur, le ministre a-t-il une idée du retard dans la livraison et dans l'exécution des contrats, si ses prévisions sont exactes?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, en supposant que les négociations en cours soient menées à bonne fin sous peu—on nous informait aujourd'hui de nouveaux progrès—en général, dans l'industrie, on estime que la livraison à tous les transporteurs sera retardée d'environ neuf mois à un an. Comme Air Canada prévoyait prendre livraison de ses 1011 à la fin de 1971 ou au début de 1972, on peut supposer que ce ne sera pas avant la fin de 1972 ou le début de 1973.

* * *

LES LIEUX HISTORIQUES

LE CLASSEMENT DE LA MAISON NATALE DU DOCTEUR NORMAN BETHUNE

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur les relations entre le Canada et la Chine continentale et les intérêts communs des deux pays qu'on néglige depuis longtemps. Le gouvernement songe-t-il à classer la maison natale du docteur Norman Bethune, à Gravenhurst, Ontario?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir donné préavis de sa question. On me dit que la Commission des lieux et monuments historiques se penchera sur cette question d'ici un mois. Les députés savent qu'on a autorisé cette Commission à faire des recommandations sur des propositions du genre. Moi qui connais bien la Chine, j'avoue être quelque peu surpris de voir que l'on fait plus grand cas de cet illustre Canadien en Chine qu'au Canada.

M. l'Orateur: En toute déférence, je signale au député et au très honorable premier ministre qu'une question de ce genre doit normalement être inscrite au *Feuilleton* ou débattue au moment de l'ajournement. Comme la question a été posée et qu'une réponse a été donnée, je ne voudrais pas qu'une telle question soit considérée comme un précédent.

* * *

LA SÉCURITÉ DU REVENU

LE LIVRE BLANC ET LA CRITIQUE DU CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL—LE RÉGIME DE LA SÉCURITÉ FAMILIALE

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le Conseil national du bien-être social a critiqué le Livre blanc du gouvernement sur la sécurité du revenu en le qualifiant d'une redistribution de la pauvreté, puis-je demander au ministre si le gouvernement songe à reviser ce Livre blanc?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, sans convenir

le moins du monde avec le Conseil ou le député qu'il s'agit là d'une redistribution de la pauvreté, je répète ce que j'ai si souvent dit ici et à l'extérieur de la Chambre, à savoir que nous recevrons les propositions de nature à améliorer la situation ainsi que les suggestions sur le Livre blanc. Cette offre demeure.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, vu les commentaires que le ministre vient de faire, je voudrais savoir si le gouvernement étudiera la demande qu'a faite le Conseil canadien du développement social, qui voudrait que le gouvernement repense son régime de sécurité du revenu familial.

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, j'ai déjà dit que nous repensons certaines caractéristiques de ce régime et que nous recevrons toute suggestion à ce sujet.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LE MANQUE DE RENSEIGNEMENTS CHEZ LES CONTRÔLEURS DE LA CIRCULATION AÉRIENNE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, étant donné l'urgence et l'évidente difficulté intrinsèque de la question, je voudrais demander au ministre des Transports s'il peut maintenant dissiper en partie la confusion qui règne à propos du contrôle de la circulation aérienne?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, l'enquête à laquelle je faisais allusion hier, et que j'ai ordonnée dès l'annonce de ces événements, se poursuit toujours. Outre les entretiens que nous avons avec les contrôleurs, cette enquête comprend une étude de nos relations avec la FAA des États-Unis. J'ai reçu deux rapports provisoires des fonctionnaires qui s'occupent de l'affaire. Je reconnais, bien entendu, n'être pas en mesure de donner une réponse définitive maintenant, mais j'ai deux extraits de ces rapports qui, je crois, donnent une idée de l'état actuel de la question.

J'ai été avisé que les services officiels n'ont rien pu trouver qui soit de nature à corroborer les allégations contenues dans le rapport de sécurité n° 2 et suivant lesquelles la sécurité du trafic aérien aurait été menacée à deux reprises. Je le répète, on n'a pu déceler aucune donnée de nature à corroborer cette allégation.

Par ailleurs, il a été établi que les données relatives aux performances des Boeing-747 et relatives aux trous d'air dus aux turbulences atmosphériques ont été communiquées aux tours de contrôle en janvier 1970, et c'est en fait à cette époque environ que des Boeing-747 ont commencé à faire leur apparition dans l'espace aérien canadien sous la surveillance de nos tours de contrôle.

Finalement, monsieur l'Orateur, je me permettrai de signaler très brièvement que des représentants de mon ministère m'ont fait savoir qu'ils avaient demandé hier à la direction de l'Association des contrôleurs de la circulation aérienne comment fonctionnait ce comité consultatif—il s'agit du comité que j'ai mis sur pied ainsi que j'en ai fait part à la Chambre voici deux ans—et que ces contrôleurs avaient fait savoir qu'il étaient tout à fait satisfaits de noter que les réunions se déroulaient dans de bien meilleures conditions que par le passé.